

SYNTHÈSE

Regards sur l'éducation, synthèse annuelle des données et analyses de l'OCDE dans le domaine de l'éducation, présente une imposante batterie d'indicateurs, actualisés et comparables, sur les systèmes éducatifs dans les 30 pays membres de l'OCDE et un certain nombre d'économies partenaires. Parmi les domaines couverts figurent principalement :

- La participation à l'éducation et les résultats de l'enseignement
- Les dépenses publiques et privées pour l'éducation
- Le bilan de la formation tout au long de la vie
- Les conditions de travail des élèves et des enseignants

Dans l'édition de 2007, on examine les effets du développement de l'enseignement supérieur sur les marchés du travail. Les taux de diplômés du supérieur ont sensiblement progressé dans les pays de l'OCDE ces dernières décennies ; toutefois, l'offre croissante de travailleurs très instruits a-t-elle coïncidé avec la création d'emplois à forte rémunération ? Ou bien les diplômés de l'université seront-ils un jour tous rémunérés au salaire minimum ? À partir de données et indicateurs récents se prêtant à des comparaisons entre les pays de l'OCDE, l'édition 2007 de *Regards sur l'éducation* constate que le développement de l'enseignement supérieur a exercé un impact positif sur les personnes et les économies nationales et que jusqu'à présent, rien ne signale une « inflation » de la valeur des titres et diplômes.

Pour la première fois, *Regards sur l'éducation* se penche également sur la question de l'efficience dans le domaine de l'éducation (Indicateur B7). S'il est vrai que cet indicateur se trouve encore à un stade préliminaire, il révèle bel et bien l'ampleur de l'effort nécessaire pour que l'éducation se réinvente comme l'ont déjà fait d'autres secteurs d'activité, afin d'utiliser plus efficacement les ressources financières à une époque où les budgets publics sont soumis à des pressions croissantes.

Voici les principaux constats présentés dans cette édition :

■ Le nombre de personnes arrivées au terme de leurs études secondaires a enregistré une nette progression dans toute la zone de l'OCDE.

Dans 22 pays de l'OCDE sur 29 et, parmi les économies partenaires, en Estonie, en Israël, en Fédération de Russie et en Slovaquie, 60 % ou plus des adultes ont aujourd'hui achevé au moins le deuxième cycle de l'enseignement secondaire tandis que 26 % ont terminé leurs études supérieures. Voici d'autres constats :

- Dans les pays membres de l'OCDE, la proportion du groupe des 25-34 ans qui a atteint le deuxième cycle de l'enseignement secondaire est en moyenne de 13 points supérieure à celle du groupe des 45-54 ans. Cette évolution est particulièrement spectaculaire en Belgique, en Corée, en Espagne, en France, en Grèce, en Irlande, en Italie et au Portugal et, dans les économies partenaires, au Chili ; dans tous ces pays, le pourcentage de jeunes adultes ayant achevé l'enseignement secondaire a augmenté d'au moins 20 points.

- Dans tous les pays de l'OCDE, les jeunes adultes (25-34 ans) ont des chances de plus de trois fois supérieures à celles de leurs aînés (55-64 ans) d'être titulaires d'un diplôme en sciences. Ce ratio est toutefois inférieur à deux en sciences de l'ingénieur. En Allemagne, au Danemark, en Hongrie et en Norvège, l'effectif d'ingénieurs qui quittent le marché du travail sera bientôt supérieur à celui qui y a accédé ces dernières années.
- Les jeunes s'orientent vers les sciences sociales, le commerce et le droit. Près d'un tiers de la population adulte a suivi ces filières mais les jeunes adultes titulaires d'un diplôme dans ces disciplines sont près de 3.5 fois plus nombreux que leurs aînés.
- Le ratio entre les jeunes et leurs aînés qui ont suivi une formation en lien avec l'enseignement est proche de 1 dans les pays de l'OCDE. En Allemagne, au Danemark, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Suède, ce ratio est inférieur à 1, ce qui laisse pressentir des difficultés pour remplacer les professionnels de l'enseignement à mesure que les générations précédentes vont prendre leur retraite dans les années à venir.

■ **Cela étant, des variations de performances s'observent parmi les jeunes de 15 ans entre les filières d'enseignement général et professionnel.**

Dans 9 pays de l'OCDE sur les 10 pour lesquels on dispose de données, les résultats du cycle d'enquête de 2003 du PISA montrent que les jeunes de 15 ans scolarisés dans des filières préprofessionnelles et professionnelles affichent en mathématiques des performances sensiblement plus faibles que celles des élèves inscrits en filière générale. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, l'écart entre ces deux groupes d'élèves est de 45 points et reste de 27 points après correction pour tenir compte des facteurs socioéconomiques.

■ **Les jeunes sont plus nombreux à obtenir le diplôme de fin d'études secondaires et, à cet égard, la répartition entre les sexes évolue.**

Depuis 1995, le taux d'achèvement des études secondaires a augmenté en moyenne de 7 % dans l'ensemble des pays de l'OCDE disposant de données comparables. Dans 21 pays de l'OCDE sur 24, le taux de diplômés est supérieur à 70 % mais en Allemagne, en Corée, en Finlande, en Grèce, en Irlande, au Japon et en Norvège, il est égal ou supérieur à 90 %. Dans le même temps, l'écart diminue entre les taux de diplômés enregistrés au Mexique et en Turquie d'une part et dans les autres pays de l'OCDE d'autre part.

- Les filles ont maintenant plus de chances que les garçons d'aller au terme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire – ce qui représente une inversion de tendance par rapport au passé. Le taux de réussite des femmes est inférieur à celui des hommes uniquement en Corée, en Suisse et en Turquie ; leur taux est égal à celui des hommes uniquement en Slovénie, économie partenaire.
- Si dans de nombreux pays les garçons ont plus de chances de suivre des formations professionnelles, dans près de la moitié des pays représentés, on observe une proportion soit égale soit supérieure de filles dans ces formations.

■ **Le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur est aussi en hausse.**

Dans les 24 pays de l'OCDE dont les données sont comparables, 36 % des étudiants ont en moyenne obtenu un diplôme universitaire de type traditionnel. En Autriche, en Finlande, en

Italie, au Portugal, en République slovaque et en Suisse, les taux de diplômés ont doublé au cours des dix dernières années. Toutefois, la proportion de titulaires soit d'un diplôme universitaire, soit d'un diplôme d'enseignement supérieur à finalité professionnelle fait état de grandes disparités entre les pays. Voici ce que révèlent les indicateurs :

- Les taux de diplômés de niveau universitaire se situent entre 20 % environ ou moins en Allemagne, en Autriche et en Turquie et plus de 40 % en Australie, au Danemark, en Finlande, en Islande, en Italie, en Norvège, en Nouvelle-Zélande, aux Pays-Bas et en Pologne. Ces taux de diplômés sont en général plus élevés dans les pays proposant des formations de plus courte durée.
- Le taux de diplômés s'établit à 9 % dans les filières courtes à finalité professionnelle et à 1.3 % dans les cursus débouchant sur des diplômes de recherche de haut niveau.
- Dans les 19 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose des données voulues, en moyenne 30 % des étudiants scolarisés dans l'enseignement supérieur ne vont pas au terme de leur formation.

■ La proportion de jeunes qui comptent faire des études supérieures présente de grandes variations.

Dans les pays de l'OCDE, quelque 57 % des jeunes de 15 ans comptent aller à l'université mais cette proportion qui atteint pas moins de 95 % en Corée ne dépasse pas 21 % en Allemagne. Il ressort des indicateurs que les attentes à cet égard varient au sein des pays en fonction des niveaux de performance de chacun, du sexe, du milieu socioéconomique d'origine et de la situation au regard de l'immigration.

- Les données recueillies en 2003 grâce au Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA) révèlent un lien étroit entre les aspirations des jeunes de 15 ans à suivre une formation universitaire et leurs performances en mathématiques et en compréhension de l'écrit.
- Indépendamment de leurs aptitudes scolaires relatives, en général, les jeunes de 15 ans issus de milieux socioéconomiques relativement modestes comptent moins faire des études supérieures que ceux qui appartiennent à des milieux socioéconomiques plus favorisés.
- Dans la plupart des pays, les élèves de 15 ans issus de l'immigration semblent devoir espérer davantage faire des études de niveau universitaire que leurs camarades autochtones. Les attentes relatives de ces élèves sont même plus grandes que celles des élèves autochtones ayant les mêmes aptitudes et issus d'un milieu socioéconomique comparable.

■ L'intégration des immigrants représente un défi majeur pour les établissements scolaires et les sociétés.

Les migrations internationales sont désormais un problème de fond dans la plupart des pays de l'OCDE où elles suscitent un vif débat sur les moyens de réussir l'intégration sociale et professionnelle des immigrés. Le PISA apporte au débat un nouvel éclairage important en évaluant les connaissances que les jeunes de 15 ans issus de l'immigration ont acquises dans le système éducatif. De toute évidence, les systèmes éducatifs - en particulier en Europe - vont être confrontés à de sérieuses difficultés. Voici ce que révèlent les indicateurs :

- Parmi les 14 pays de l'OCDE qui comptent une importante population d'immigrés, les élèves issus de la première génération accusent sur l'échelle des mathématiques du PISA un retard de 48 points en moyenne – ce qui correspond aux connaissances acquises pendant plus d'une année scolaire – par rapport à leurs camarades autochtones. Pour les élèves immigrés de la deuxième génération, l'écart de performances, de 40 points, reste encore sensible. Au Canada, au Luxembourg, en Suède et en Suisse ainsi que dans une économie partenaire, Hong Kong-Chine, les élèves de la deuxième génération réussissent nettement mieux que ceux de la première, l'écart de performances étant réduit de 31 points en Suisse et de 58 en Suède.
- Le déficit de performances des élèves issus de l'immigration varie d'un pays à l'autre : négligeable en Australie, au Canada et en Nouvelle-Zélande, il est en revanche supérieur à 90 points en Allemagne et en Belgique, même pour les enfants de la deuxième génération.

■ Rares sont les pays qui, pour doter la société d'une population plus instruite, peuvent se permettre de compter uniquement sur les familles disposant d'un abondant capital financier et/ou humain.

Les pays parviennent avec une efficacité très variable à permettre aux élèves issus des milieux ouvriers à accéder à l'enseignement supérieur. La baisse du nombre d'emplois non qualifiés dans les pays développés suggère que les travailleurs ayant un faible niveau de qualification risquent de devenir une charge croissante pour la société et de faire l'objet d'inégalités de plus en plus marquées. Égaliser les chances des élèves qui sont favorisés et de ceux qui le sont moins n'est pas seulement une question d'équité ; c'est aussi un moyen d'élargir les possibilités de recrutement afin de pourvoir les emplois hautement qualifiés et d'accroître la compétitivité globale de la main-d'œuvre. Voici ce que révèlent les indicateurs :

- Dans de nombreux pays, un élève a beaucoup plus de chances d'accéder à l'enseignement supérieur si son père a achevé une formation à ce niveau. L'Espagne et l'Irlande sont les pays où l'accès aux études supérieures est le plus équitable alors qu'en Allemagne, en Autriche, en France et au Portugal, les élèves issus des milieux ouvriers n'ont environ que moitié moins de chances d'accéder à l'enseignement supérieur que ne le laisserait supposer la comparaison avec la proportion de ce groupe dans la population.

■ Plus la durée de la scolarisation est longue, plus grandes sont les chances d'avoir un emploi et une rémunération élevée.

Les économies des pays de l'OCDE comptent de plus en plus sur une offre stable de travailleurs instruits et cette tendance va probablement s'intensifier. Alors que les populations vieillissent dans les pays de l'OCDE, l'élévation des niveaux de formation et l'allongement de la vie active contribueront à abaisser les taux de dépendance et à alléger la charge que représente le financement des pensions relevant des régimes publics. Voici ce que révèlent les indicateurs :

- Les taux d'emploi augmentent en même temps que s'élèvent les niveaux de formation dans la plupart des pays de l'OCDE. À de rares exceptions près, le taux d'emploi des diplômés du supérieur est nettement plus élevé que celui des diplômés de fin d'études secondaires.
- L'emploi des femmes joue un rôle primordial dans le taux d'emploi global. Les sept pays qui enregistrent le taux global d'emploi le plus élevé pour le groupe d'âge 25-64 ans – le Danemark,

l'Islande, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse – sont aussi ceux où le taux global d'emploi des femmes est le plus fort.

- Les écarts de taux d'emploi entre les hommes et les femmes sont les plus importants dans les groupes de population relativement moins instruits. Parmi les personnes sorties du secondaire sans diplôme, les hommes ont 23 % de chances de plus que les femmes de trouver un emploi. L'écart n'est plus que de 10 points de pourcentage pour les personnes les plus qualifiées.
- Dans 25 pays de l'OCDE et en Israël, économie partenaire, les titulaires d'un diplôme universitaire ou d'un diplôme de formation à la recherche de haut niveau perçoivent des salaires d'au moins 50 % supérieurs à ceux des personnes qui n'ont pas atteint le deuxième cycle du secondaire.
- Dans tous les pays examinés, à niveaux d'études comparables, les femmes gagnent moins que les hommes. Leurs rémunérations représentent d'ordinaire entre 50 et 80 % de celles de leurs homologues masculins.

■ Les pays de l'OCDE affectent 6.2 % de leur PIB collectif aux établissements d'enseignement et commencent à s'intéresser davantage à la rentabilité de leurs systèmes éducatifs.

Le développement de l'enseignement a été de pair avec des investissements financiers massifs. Entre 1995 et 2004, les dépenses affectées aux établissements d'enseignement, tous niveaux d'enseignement confondus, ont augmenté de 42 % en moyenne dans les pays de l'OCDE. D'après les indicateurs, tous les pays de l'OCDE peuvent améliorer les résultats de l'enseignement de 22 % tout en maintenant leurs dépenses au niveau actuel. Voici certains des constats qui ont été faits :

- Les dépenses au titre des services d'enseignement de base (à l'exclusion des activités de recherche et développement et des services auxiliaires) dans les établissements d'enseignement supérieur s'élèvent en moyenne à 7 664 USD par étudiant, allant de 4 500 USD ou moins en Grèce, en Italie, en Pologne et en Turquie à plus de 9 000 USD en Australie, en Autriche, au Danemark, aux États-Unis, en Norvège et en Suisse.
- Les pays de l'OCDE dépensent en moyenne 81 485 USD par élève durant la scolarité primaire et secondaire ; ce montant qui est inférieur à 40 000 USD au Mexique, en Pologne, en République slovaque et en Turquie est égal ou supérieur à 100 000 USD en Autriche, au Danemark, aux États-Unis, en Islande, au Luxembourg, en Norvège et en Suisse.
- Des dépenses unitaires moins élevées ne se traduisent pas nécessairement par des résultats plus faibles. Ainsi, le montant cumulé des dépenses tant de la Corée que des Pays-Bas est inférieur à la moyenne de l'OCDE, ces pays figurant pourtant parmi les plus performants dans le cycle 2003 du PISA.

■ Les sources privées de financement de l'éducation gagnent sans cesse en importance...

En moyenne, les pays de l'OCDE consacrent 13.4 % de leurs dépenses publiques totales aux établissements d'enseignement, mais les valeurs relevées dans les différents pays varient de 10 % ou moins en Allemagne, en Grèce, en Italie, au Japon et en République tchèque à plus de 20 % au Mexique et en Nouvelle-Zélande. En 2004, 87 % en moyenne des dépenses d'éducation, tous niveaux d'enseignement confondus, provenaient de sources publiques. Dans tous les

pays pour lesquels on dispose de données comparables, le financement public, tous niveaux d'enseignement confondus, a augmenté entre 1995 et 2004. Toutefois, les dépenses privées ont enregistré une progression encore plus forte dans près des trois quarts de ces pays. Les sources privées représentent quelque 24 % des dépenses au titre de l'enseignement supérieur et 20 % des dépenses affectées aux établissements pré-primaires.

... mais la part du financement privé et les droits de scolarité appliqués par les établissements d'enseignement varient beaucoup.

Des écarts considérables s'observent parmi les pays de l'OCDE et les économies partenaires concernant le montant moyen des droits de scolarité perçus par les établissements dispensant un enseignement de niveau universitaire. Dans un quart des pays de l'OCDE (tous les pays nordiques, l'Irlande, la Pologne et la République tchèque) les établissements d'enseignement public ne perçoivent aucun droit de scolarité. À l'inverse, les établissements d'enseignement public appliquent aux ressortissants nationaux des droits de scolarité annuels supérieurs à 1 500 USD dans un quart des pays de l'OCDE et économies partenaires. Parmi les 19 pays de l'UE, 2 seulement exigent de leurs ressortissants nationaux des droits de scolarité annuels qui représentent plus de 1 100 USD par étudiant scolarisé à temps plein, mais ces droits sont perçus par des établissements privés subventionnés par l'Etat.

■ Les pays de l'OCDE où les étudiants sont tenus d'acquitter des droits de scolarité peuvent néanmoins afficher une importante scolarisation dans l'enseignement de niveau universitaire.

Les pays de l'OCDE où les étudiants sont tenus d'acquitter des droits de scolarité et peuvent bénéficier de subventions publiques d'un montant particulièrement élevé n'affichent pas pour autant un taux d'accès à l'université plus faible que la moyenne des pays de l'OCDE. En Australie et en Nouvelle-Zélande, par exemple, les taux d'accès au supérieur de type A figurent parmi les plus élevés (respectivement 82 et 79 %) ; les Pays-Bas (59 %) et les États-Unis (64 %) sont au-dessus de la moyenne de l'OCDE). Au Royaume-Uni (51 %), le taux est tout juste inférieur à la moyenne de l'OCDE (54 %) bien que la scolarisation dans les formations de niveau universitaire ait progressé de 4 points de pourcentage entre 2000 et 2005.

■ Les possibilités de formation sont mises à profit aussi bien relativement tôt dans la vie qu'à des stades ultérieurs, et plus nombreux sont ceux qui partent étudier à l'étranger.

S'il est vrai que les taux de participation à des activités de formation continue, liée à l'emploi et non formelle présentent des variations considérables d'un pays à l'autre, dans quatre pays de l'OCDE – le Danemark, les États-Unis, la Finlande et la Suède – plus de 35 % de la population âgée de 25 à 64 ans a participé à des formations de ce genre au cours des 12 derniers mois.

- Les adultes ayant un niveau d'études relativement élevé ont plus de chances de participer à des activités de formation continue, liée à l'emploi et non formelle que les adultes moins instruits.
- Dans plus de la moitié des pays de l'OCDE, 70 % des enfants âgés de 3 à 4 ans sont inscrits dans des centres pré-primaires ou primaires. Dans les 19 pays européens de l'OCDE, cette proportion atteint 75.9 %.

- En 2005, plus de 2.7 millions d'étudiants du supérieur suivaient une formation en dehors de leur pays de citoyenneté, ce qui représente une progression de 5 % de l'effectif total d'étudiants étrangers par rapport à l'année précédente.

■ Le temps passé à s'instruire, les rémunérations des enseignants et les taux d'encadrement varient beaucoup selon les pays.

Lorsque les pays fixent le nombre d'heures passées par les élèves en classe, le nombre d'années passées à l'école ainsi que les disciplines enseignées, ils font des choix qui reflètent leurs priorités et préférences nationales. Les considérations budgétaires ont aussi une influence sur le système éducatif : les rémunérations des enseignants représentent le principal poste de dépenses dans l'enseignement scolaire et, à ce titre, constituent un aspect essentiel dont doivent tenir compte les décideurs publics qui tentent à la fois de préserver la qualité du système éducatif et de maîtriser les coûts. Alors que la taille des classes est devenue un sujet d'actualité dans de nombreux pays de l'OCDE, les données qui attestent de son incidence sur les performances des élèves sont contrastées. Voici quelques-unes des conclusions dégagées au sujet de ces aspects avant tout pratiques de la politique de l'éducation :

- Dans les pays de l'OCDE, l'enseignement de la lecture, de l'écriture, de la littérature, des mathématiques et des sciences représente près de 50 % du temps consacré au programme obligatoire suivi par les élèves de 9 à 11 ans. En Australie et dans deux économies partenaires, le Chili et Israël, 13 % ou moins du programme d'enseignement obligatoire sont consacrés à la lecture, à l'écriture et à la littérature ; en France, au Mexique et aux Pays-Bas, en revanche, la proportion correspondante est égale ou supérieure à 30 %.
- Les rémunérations des enseignants ayant au moins 15 ans de service dans l'enseignement secondaire du premier cycle représentent plus de deux fois le niveau du PIB par habitant en Corée et au Mexique ; en Islande et en Norvège ainsi qu'en Israël, économie partenaire, leurs rémunérations représentent 75 % ou moins du PIB par habitant. Ces rémunérations s'inscrivent dans la fourchette suivante : elles sont inférieures à 16 000 USD en Hongrie, égales ou supérieures à 51 000 USD en Allemagne, en Corée et en Suisse, et supérieures à 88 000 USD au Luxembourg.
- Alors que le bilan des acquis des élèves est une pratique de plus en plus courante dans les pays de l'OCDE dans le cadre des mécanismes de responsabilisation et d'évaluation des établissements scolaires et que les deux tiers des pays de l'OCDE appliquent des réglementations qui exigent l'évaluation ou l'autoévaluation des établissements d'enseignement secondaire du premier cycle, très rares sont les pays qui utilisent les informations recueillies au moyen de ces mécanismes pour récompenser et/ou sanctionner financièrement les établissements scolaires.
- Entre 2000 et 2005, la taille moyenne des classes n'a pas changé de façon sensible mais les écarts de taille de classe entre les pays semblent avoir diminué. Les effectifs par classe ont diminué dans les pays où ils étaient relativement importants, en Corée, au Japon et en Turquie par exemple, et ont augmenté dans les pays, notamment l'Islande, où ils étaient plutôt faibles.